

**Audrey FREYERMUTH**

**Les facteurs locaux de la question sécuritaire. Neutralisation et saillance d'un problème politique. Une étude comparée des villes de Lyon, Nice, Rennes et Strasbourg (1983-2001).**

**Composition du jury de thèse :**

M. Jacques DE MAILLARD, professeur à l'Université de Rouen (rapporteur)  
M. Vincent DUBOIS, professeur à l'Université de Strasbourg (directeur de thèse)  
M. Christian LE BART, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes (président du jury)  
M. Patrick LEHINGUE, professeur à l'Université de Picardie (rapporteur)  
M. Gérard MAUGER, directeur de recherche au CNRS  
Mme Hélène MICHEL, professeur à l'Université de Strasbourg

**Résumé de la thèse :**

Quelles conditions favorisent la production du thème de l'insécurité comme enjeu politique et comme catégorie d'intervention municipale ? Pour répondre à cette question, mes recherches reposent sur une comparaison diachronique (1983-2001) et topographique (Lyon ; Nice ; Rennes ; Strasbourg) du traitement des questions de délinquance qui permet de dégager des configurations politiques différenciées. L'analyse comparée de ces configurations conduit à écarter ou nuancer les explications les plus intuitives de la politisation de l'insécurité : ni une hausse ou un niveau élevé de la délinquance, ni l'émission de réclamations adressées au maire, ni la sociologie des populations concernées, ni la couleur politique d'une majorité municipale ne suffisent en effet à rendre compte des conditions propices à une problématisation politique de la déviance en termes d'insécurité. L'analyse révèle plutôt que *c'est la structure des configurations politiques locales, et plus précisément l'état des concurrences entre les forces politiques en présence, qui détermine la production d'une offre municipale de sécurité* sous forme de discours ou de dispositifs d'action publique.

La première partie montre que les configurations politiques asymétriques et stabilisées empêchent la formation d'une controverse municipale sur le thème de l'insécurité. L'apathie d'une opposition sous influence et les ressources communicationnelles qu'un maire tire de son ascendant institutionnel, contribuent à représenter comme acceptable le travail de problématisation des déviances tel qu'il est opéré par la majorité. D'un côté, la faible menace que représentent les membres d'une opposition marginalisée pour l'ordre politique local

autorise la majorité à l'inertie. De l'autre côté, l'ascendant politique mayoral subi par une opposition sans ressource, amène les représentants de cette dernière à travailler avant tout à exister dans le jeu politique en faisant valoir une marque politique différenciée ce qui au final confine le thème de la sécurité à un investissement clivant et délocalisé.

Mais l'impossible mise en problème municipal de l'insécurité est encore renforcée lorsque à une configuration locale asymétrique se superpose une configuration nationale favorisant une telle neutralisation. Plus précisément, l'exercice des fonctions gouvernementales par une majorité de droite qui appuie sa promotion sur son action en matière de sécurité, peut constituer un facteur propice au recul des références locales à l'insécurité et à la délinquance. La mise au jour d'épisodes au cours desquels on constate un affaiblissement du traitement municipal de la sécurité ne signifie pas que la question des comportements déviants ou délinquants n'y est pas abordée mais plutôt qu'une problématisation autre qu'une problématisation en terme de sécurité dont serait responsable le maire, est privilégiée et imposée par l'équipe municipale et ce, conformément aux prescriptions induites par l'état des concurrences entre les forces en présence.

La seconde partie démontre que la survenance d'une controverse municipale sur l'insécurité découle d'un durcissement des affrontements électoraux et de la fragilisation d'une majorité municipale qui, dès lors, devient perméable à des coups politiques que le rééquilibrage des rapports de force rend jouables pour les *challengers*. Le thème de la sécurité, en tant que marqueur d'une identité partisane à droite, devient ainsi une ressource pertinente dans des configurations où les élus conservateurs se disputent les soutiens traditionnels et la représentation de la droite locale mais également où des élus socialistes, communistes et verts cherchent à élargir leur implantation électorale. De plus, si la diffusion d'une controverse sur l'insécurité conduit les équipes municipales à la production de dispositifs susceptibles de désamorcer les critiques, seuls deux types de configuration favorisent finalement l'institutionnalisation d'une action municipale de sécurité et par conséquent l'institutionnalisation d'un problème municipal de sécurité. Il s'agit des configurations concurrentielles marquées soit par un rapport de force largement et durablement favorable au camp conservateur, soit par des alternances partisans.

Pour le montrer, mon étude fait appel tant aux méthodes qualitatives que quantitatives et repose sur un corpus varié : le dépouillement exhaustif et systématique des débats en conseil municipal entre 1983 et 2001, soit au total 331 débats ; l'analyse de 330 articles de magazines municipaux évoquant la sécurité et la délinquance ainsi que de 1007 articles de presse quotidienne régionale ; la réalisation de cent entretiens auprès d'élus, d'auxiliaires politiques,

de personnels administratifs, de militants, de journalistes ; enfin, de manière plus ponctuelle, l'étude des courriers de plaintes adressés aux maires, des documents de propagande électorale ou issus des archives des services municipaux.

Comme le laisse entendre la rapide présentation du corpus de recherche, l'analyse du rôle matriciel joué par la compétition politique n'empêche en rien de voir comment les journalistes, les experts ou les représentants associatifs, peuvent contraindre les élus. Mais simplement, le fait pour les élus de percevoir la production journalistique, les analyses d'experts, les mécontentements de certains habitants comme une contrainte, découle précisément de la manière dont ils se représentent leur position dans le jeu politique et les coups jouables.

Nombre d'auteurs exhortent à dépasser les cloisonnements disciplinaires au sein de la science politique. J'ai pour ma part tenté de le faire en pratique, dans une analyse systématiquement construite et empiriquement exigeante de la construction des problèmes et de l'action municipale appuyée sur la sociologie de la compétition électorale et du métier d'élu. En ce sens, cette thèse tend à dépasser le clivage entre sociologie politique et analyse de l'action publique.